

Chapitre 11 : Enjeux et conflits du monde après 1989

Comment s'organise un nouvel ordre mondial après 1989 ?

1. L'échec d'un « nouvel ordre mondial »

- La chute du mur de Berlin a entraîné la **dislocation du bloc soviétique** : l'URSS disparaît en 1991. Parmi les États sous son contrôle, certains s'émancipent (les pays baltes : Lettonie, Lituanie et Estonie) alors que d'autres se divisent (Yougoslavie).
- Des **conflits nationaux** éclatent. Certains aboutissent à des **génocides** comme en ex-Yougoslavie en 1992 et au Rwanda en 1994 (environ 800 000 morts).
- L'ONU, via son conseil de sécurité, intervient de plus en plus pour des missions de **maintien de la paix**, par exemple en Bosnie ou au Soudan.

2. Un monde multipolaire

- En 1991, les **États-Unis**, vainqueurs de la guerre froide, apparaissent comme la seule grande puissance mondiale. Ils sont une **hyperpuissance**.
- Cependant, de nouvelles puissances émergent avec la **mondialisation**. L'Europe s'unit autour du projet politique de l'**Union européenne** (traité de Maastricht en 1992) et s'élargit vers l'Est (2004 et 2007). D'autres États s'affirment à l'échelle mondiale, en particulier les **BRICS**. Le monde devient **multipolaire**.

3. Conflits complexes et enjeux globaux

- Le 11 septembre 2001, **Al-Qaïda** commet des **attentats islamistes** à New York et Washington. Les États-Unis et leurs alliés entrent en **guerre en Afghanistan** dès 2001 et en Irak en 2003. Leur retrait en 2021 laisse des situations encore conflictuelles.
- Des **conflits anciens** persistent : malgré l'espoir suscité par les accords d'Oslo en 1993, **Israël et la Palestine** continuent à s'opposer violemment.
- À partir de 2010, les « **Printemps arabes** » veulent renverser les dictatures. Certains ont abouti à de nouveaux régimes, certes instables (Tunisie), d'autres ont été réprimés (guerre en Syrie).
- La communauté internationale doit aussi faire face aux **risques liés au changement climatique**. Mais l'action commune est difficile à mettre en place. Certains États, parmi les pollueurs les plus importants, refusent de ratifier les différents accords (Protocole de Kyoto en 1997 et accord de Paris en 2016).